



# Les enjeux juridiques des sanctions internationales

Actualité législative publié le 30/01/2025, vu 92 fois, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

**Les sanctions internationales sont des outils puissants mais controversés dans la gestion des crises internationales et la promotion du respect du droit international.**

Les sanctions internationales représentent un outil puissant dans l'arsenal diplomatique des États et des organisations internationales pour faire respecter le droit international, promouvoir la paix et la sécurité mondiales, et punir les violations des droits de l'homme. Elles sont utilisées pour répondre à des situations de crise, telles que les violations des droits humains, les actes d'agression, le terrorisme ou la prolifération des armes de destruction massive. Cependant, leur efficacité et leur légalité soulèvent d'importantes questions juridiques et éthiques, notamment en termes de respect des droits des individus, de l'impact sur les populations civiles et de leur conformité avec les principes du droit international.

Cet article propose une analyse approfondie des sanctions internationales en examinant leur cadre juridique, leur efficacité, les mécanismes de mise en œuvre et les critiques qui leur sont associées.

## I. Le cadre juridique des sanctions internationales

Les sanctions internationales peuvent être définies comme des mesures restrictives imposées par des États ou des organisations internationales pour contraindre un acteur étatique ou non étatique à modifier un comportement jugé inacceptable en vertu du droit international. Elles se divisent généralement en deux grandes catégories : les sanctions économiques et les sanctions politiques.

### A. Les sanctions économiques

Les sanctions économiques visent à isoler un pays ou une entité en perturbant son commerce extérieur, ses investissements ou ses capacités de financement. Elles peuvent inclure des interdictions de commerce, des restrictions sur les investissements étrangers, des gels d'avoirs bancaires, ou encore des embargos sur les ressources stratégiques (par exemple, le pétrole, les technologies sensibles). Ces mesures sont souvent utilisées pour inciter un pays à cesser des actions telles que la violation des droits humains, les activités terroristes ou la prolifération nucléaire.

### B. Les sanctions politiques et diplomatiques

Les sanctions politiques et diplomatiques peuvent inclure des mesures telles que la suspension d'un pays ou d'une organisation des forums internationaux, des interdictions de voyager, ou

l'expulsion de représentants diplomatiques. Ces sanctions visent à isoler diplomatiquement un pays ou une entité pour encourager un changement de comportement. Ces mesures sont moins tangibles que les sanctions économiques, mais leur impact peut être significatif sur le plan de la réputation et de la coopération internationale.

### C. Le rôle des Nations Unies

Les Nations Unies, via le Conseil de sécurité, jouent un rôle central dans l'imposition de sanctions internationales. Selon l'article 39 de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité peut déterminer l'existence d'une menace à la paix et à la sécurité internationales et prendre des mesures en vertu du Chapitre VII de la Charte, y compris des sanctions économiques et militaires. L'une des principales caractéristiques des sanctions des Nations Unies est qu'elles sont contraignantes pour tous les États membres. Ces sanctions peuvent être appliquées de manière globale (embargo économique total) ou ciblée (sanctions ciblant des individus, entreprises, ou entités spécifiques).

### D. Les sanctions unilatérales et multilatérales

Les sanctions peuvent être imposées de manière unilatérale par un seul pays ou de manière multilatérale, souvent par des coalitions d'États ou des organisations internationales comme l'Union européenne ou l'Organisation des États américains (OEA). Les sanctions unilatérales posent des questions de légalité en vertu du droit international, notamment concernant la violation de la souveraineté d'un État. En revanche, les sanctions multilatérales, en particulier celles prises par le Conseil de sécurité de l'ONU, bénéficient d'une légitimité internationale.

## II. Les types de sanctions et leur mise en œuvre

### A. Les sanctions économiques

Les sanctions économiques sont parmi les plus fréquemment utilisées. Elles peuvent se manifester sous diverses formes, notamment :

- **Embargo commercial** : Interdiction totale ou partielle de commerce avec le pays visé, affectant ses exportations et importations.
- **Gel d'avoirs** : Blocage des avoirs financiers des individus ou entités ciblées, en particulier dans les secteurs sensibles (banques, sociétés pétrolières, etc.).
- **Interdictions de voyage** : Interdiction faite à des dirigeants, fonctionnaires ou personnes impliquées dans des violations du droit international de se rendre dans certains pays.

### B. Les sanctions militaires

Les sanctions militaires comprennent l'embargo sur les armes, qui interdit l'exportation de matériels militaires ou d'équipements à usage militaire vers un pays donné. Cette mesure vise à limiter les capacités militaires d'un État, en particulier dans le contexte de conflits armés ou de prolifération des armes de destruction massive.

### C. Les sanctions ciblées

Les sanctions ciblées, également connues sous le nom de "**sanctions intelligentes**", sont des mesures restrictives qui ne frappent pas l'ensemble de la population mais se concentrent sur des

individus, des entités ou des secteurs spécifiques. Ces sanctions peuvent inclure des gels d'avoirs, des interdictions de voyage, ou des restrictions commerciales spécifiques. Elles ont l'avantage d'être plus ciblées et d'éviter les effets collatéraux sur les populations civiles.

#### **D. Les sanctions collectives et leurs défis**

Les sanctions collectives, comme celles imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU, sont de plus en plus critiquées pour leurs effets négatifs sur les populations civiles. Des exemples récents incluent les sanctions imposées à l'Irak dans les années 1990, qui ont eu des conséquences dramatiques sur la population, notamment des pénuries alimentaires et médicales.

### **III. Efficacité des sanctions internationales**

L'efficacité des sanctions internationales fait l'objet de nombreux débats. D'un côté, certaines études montrent que les sanctions peuvent avoir un impact significatif en contraignant des gouvernements à changer de comportement, par exemple en mettant fin à des pratiques répressives ou en engageant des négociations de paix. De l'autre, d'autres recherches indiquent que les sanctions économiques, en particulier lorsqu'elles sont larges, affectent davantage les populations civiles que les dirigeants visés, ce qui soulève des questions sur leur légitimité et leur moralité.

#### **A. Critères d'efficacité**

L'efficacité d'une sanction internationale dépend de plusieurs facteurs, dont :

1. **L'unité internationale** : Plus les sanctions sont soutenues par une large coalition internationale, plus elles ont de chances de réussir.
2. **La clarté des objectifs** : Les sanctions sont plus efficaces lorsque leurs objectifs sont clairement définis et réalisables.
3. **La capacité de mise en œuvre** : Les sanctions doivent être suivies et appliquées de manière stricte par tous les États participants pour être efficaces.

#### **B. L'impact sur les populations civiles**

Une des principales critiques des sanctions internationales est leur impact sur les populations civiles. Bien que les sanctions soient destinées à influencer les décideurs politiques, elles affectent souvent la population générale, notamment dans les secteurs économiques clés comme l'alimentation, la santé ou l'éducation. Les sanctions qui frappent les ressources naturelles ou les secteurs de base ont tendance à accentuer la pauvreté et les souffrances humaines.

### **IV. Critiques et défis juridiques des sanctions internationales**

Les sanctions internationales sont souvent critiquées sur plusieurs fronts :

#### **A. Violation de la souveraineté des États**

Les sanctions imposées par des entités internationales comme l'ONU ou unilatéralement par des États peuvent être perçues comme une violation de la souveraineté des États. Selon le principe de non-ingérence, les États ont le droit de conduire leurs affaires internes sans intervention extérieure, et l'imposition de sanctions peut être perçue comme une atteinte à ce droit fondamental.

## **B. Problèmes de légitimité et de droits de l'homme**

Les sanctions, en particulier celles qui affectent les populations civiles, sont parfois jugées incompatibles avec les principes des droits de l'homme. Lorsqu'elles entraînent des souffrances humaines considérables, des groupes de défense des droits de l'homme dénoncent leur utilisation comme un moyen de pression inhumain.

## **C. Manque de preuves et de transparence**

Dans certains cas, les sanctions sont imposées sur la base d'accusations non vérifiées ou de renseignements non transparents, ce qui peut nuire à leur légitimité. Par exemple, des sanctions peuvent être imposées sur la base de soupçons concernant la prolifération nucléaire sans preuve irréfutable des activités illégales.